



## Conseil économique et social

Distr. générale  
16 janvier 2004  
Français  
Original: anglais

---

### Commission de la condition de la femme

#### Quarante-huitième session

1er-12 mars 2004

Point 3 c) i) de l'ordre du jour provisoire\*

#### Suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes

et de la session extraordinaire de l'Assemblée générale

intitulée « Les femmes en l'an 2002 : égalité entre les sexes,

développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle » : réalisation

des objectifs stratégiques et mesures à prendre

dans les domaines critiques, et nouvelles mesures

et initiatives : le rôle des hommes et des garçons

dans l'égalité entre les sexes

### **Déclaration présentée par la Women's National Commission, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social**

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante, qui est distribuée conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social en date du 25 juillet 1996.

\* \* \*

---

\* E/CN.6/2004/1.



La Women's National Commission est l'organe indépendant officiellement chargé de faire connaître l'avis des femmes au Gouvernement britannique. Elle compte plus de 300 organisations membres, dont des associations professionnelles de femmes, des associations de volontaires, des partis politiques, des syndicats et des groupes religieux de tout le pays.

En 2000, à l'occasion de l'examen des thèmes de réflexion pour les années à venir, plusieurs de nos membres ont estimé que les hommes étaient déjà trop présents dans les affaires mondiales et que ce thème n'avait pas sa place dans les travaux de la Commission de la condition de la femme. D'autres, en revanche, ont estimé que ce ne serait que lorsque les hommes et les garçons seraient devenus les champions de l'égalité et auraient compris que cette cause n'était pas uniquement « un problème de femme » que de véritables progrès seraient accomplis.

Toutefois, ce thème s'est progressivement concentré sur deux domaines précis : le VIH/sida et le lieu de travail. Nous pensons que l'égalité entre les hommes et les femmes ne sera véritablement possible que lorsque les hommes participeront activement à l'action menée dans tous les domaines.

Il est évident qu'il faut faire mieux comprendre aux hommes et aux garçons que c'est en raison de leur comportement sexuel que, tragiquement, la propagation du VIH/sida a pris les proportions d'une pandémie. Dans le monde entier, la situation de nombreuses femmes est si délicate qu'il leur est impossible de choisir, que ce soit le partenaire avec lequel elles ont des rapports sexuels ou les actes sexuels pratiqués. Il faut enseigner aux hommes et aux garçons qu'ils ne peuvent atténuer les effets du VIH/sida en ayant des rapports sexuels avec une vierge, quel que soit son âge. Dans ce domaine, il est évident que les hommes et les garçons jouent un rôle vital. Il faut absolument qu'ils prennent plus leurs responsabilités et contribuent activement à l'augmentation des rapports sexuels protégés.

En ce qui concerne l'importance du rôle des hommes sur le lieu de travail, elle ne saurait être exagérée, car l'émancipation des femmes passe par l'indépendance économique. L'éducation des filles s'accompagne d'une indépendance économique accrue. Une éducation solide prépare mieux les filles à occuper un emploi et, à juste titre, les incite à prétendre aux mêmes postes et salaires que les hommes. Il faut insister sur l'importance de l'égalité des sexes et de l'éducation dès le plus jeune âge, afin que les garçons et les filles deviennent des adultes ne se conformant pas à des stéréotypes fondés sur le sexe qui vont de pair avec une mauvaise utilisation des capacités, une détérioration du bien-être économique et social et, trop souvent, le sentiment que les femmes sont inférieures aux hommes. Il faut avoir pour objectif de créer et de maintenir un partage des responsabilités, ainsi qu'une véritable égalité.

Les possibilités d'émancipation des femmes augmentent également lorsque l'on accorde, dans tous les domaines, les mêmes chances qu'aux hommes à davantage de femmes. Leurs compétences et leur contribution particulière peuvent servir efficacement la cause du secteur social dont elles font partie. Il faut cesser de nier leurs compétences en refusant de leur offrir l'emploi, la formation ou l'appui qu'elles visent. Ces refus compromettent le développement de l'humanité tout entière. Si l'on observe de grands progrès dans de nombreux pays et de nombreux secteurs de l'emploi, on constate que même dans les pays développés, la majorité des postes de rang inférieur et des emplois à temps partiel, cantonnés à quelques

secteurs précis qui sont mal rémunérés, tels que les soins, le nettoyage et la restauration, sont occupés par des femmes.

L'action des hommes peut contribuer à une amélioration considérable du respect des droits des femmes sur le lieu de travail s'ils participent à la transformation des tendances de l'emploi, font en sorte que les filles reçoivent une éducation secondaire et supérieure, aident les femmes en leur fournissant une formation par le travail, encouragent leurs collègues féminines et participent à l'éducation des enfants.

Rappelant qu'il est souligné dans les objectifs du Programme d'action de Beijing que « l'égalité des femmes et des hommes relève des droits de l'homme et [que] c'est une condition de la justice sociale; [et que] c'est aussi un préalable essentiel à l'égalité, au développement et à la paix », la Commission estime également que « les femmes ont en commun des problèmes qui leur sont propres et dont elles ne pourront avoir raison qu'en travaillant ensemble, et en association avec les hommes, à atteindre l'objectif commun de l'égalité entre les sexes dans le monde entier. » De ce fait, il ne faut pas se contenter d'étudier le rôle des hommes et des garçons sur le lieu de travail et dans le cadre de la pandémie de VIH/sida. Il faut plutôt que ce partenariat soit pris en compte dans tous les secteurs de la vie sociale, les médias, l'environnement, les mécanismes institutionnels, la prise de décisions, et l'accès à des postes de responsabilité et à l'éducation, et qu'il faut l'élargir.

Les leçons tirées des pratiques optimales, notamment celles définies lors de la campagne mondiale pour l'éducation, peuvent être mises à profit dans d'autres domaines. Les dirigeants et les responsables religieux peuvent jouer un rôle vital en incitant leurs communautés à défendre l'égalité des sexes mieux et plus activement.

Avec la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Convention relative aux droits de l'enfant, la Convention internationale des droits de l'homme, la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, ainsi que d'autres accords, le Programme d'action de Beijing et le texte adopté lors de Beijing+5 défendent de nobles principes mais ce qu'il faut, c'est que les États parties à ces accords manifestent le courage et la volonté de les réaliser et s'y emploient « sans délai et de façon concertée <sup>1</sup> » et par des processus intégrés, afin de transformer les paroles en actions.

Si nous voulons faire progresser l'humanité, nous ne pouvons nous permettre d'ignorer plus longtemps que les femmes représentent plus de la moitié de la population mondiale. Refuser aux femmes la possibilité de contribuer à tous les secteurs d'activité – que ce soit la science, l'industrie, l'agriculture, la politique ou encore les arts – revient à empêcher l'humanité d'avoir un avenir. Les hommes n'atteindront pas la noblesse qui pourrait être la leur s'ils continuent d'empêcher les femmes de participer pleinement à tous les aspects de la vie. Lorsque les hommes et les garçons se seront faits les champions de l'égalité dans *tous* les domaines, non seulement ils cesseront d'empêcher les femmes et les filles de jouir de tous leurs droits fondamentaux mais encore leur propre potentiel sera révélé. Hommes et femmes deviendront partenaires dans un monde où tous les êtres humains, quel que soit leur sexe, participeront pleinement et librement à vie de la communauté internationale, alors qu'un avenir de prospérité et de paix s'étendra devant l'humanité tout entière.

---

<sup>1</sup> Programme d'action de Beijing, Objectifs, par. 4.

Tant que les hommes refuseront les possibilités qui leur ont été offertes à maintes reprises d'aider les femmes à participer à la prise de décisions à tous les niveaux, il n'y aura pas d'égalité ni d'équité.

Nous recommandons donc que les hommes, avec les femmes, *reçoivent une formation* sur l'égalité des sexes; qu'ils enseignent aux garçons les principes relatifs à l'égalité des sexes et à hygiène de la procréation, ainsi qu'au règlement pacifique des conflits familiaux; que les hommes et les garçons du monde entier reçoivent un enseignement les incitant à abandonner la violence à l'égard des femmes, qui est l'une des principales raisons, et une raison cachée, de la persistance de la condition inégale des femmes; et nous considérons comme capital que l'on enseigne aux hommes travaillant pour l'ONU qu'ils doivent mettre en oeuvre les engagements pris par l'Organisation en faveur de l'égalité des sexes, en particulier la résolution 1325 du Conseil de sécurité.

---